

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 ANNECY

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NTN SNR ROULEMENTS

1 RUE DES USINES
BP 2017
74000 Annecy

Références : [20260313_RAP_InspFFF_NTN_ARGONAY_v2](#)
Code AIOT : 0006104549

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2026 dans l'établissement NTN SNR ROULEMENTS implanté 114 ROUTE DE CHAMP FARCON 74370 Argonay. L'inspection a été annoncée le 28/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'opération coup de poing régionale de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes qui organise au cours du mois de mars une vaste opération de contrôle des équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés.

L'exploitant a également souhaité aborder le projet d'extension du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NTN SNR ROULEMENTS
- 114 ROUTE DE CHAMP FARCON 74370 Argonay
- Code AIOT : 0006104549
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine d'Argonay est spécialisée dans la fabrication des roulements de haute précision, destinés aux applications aéronautiques (aviation, hélicoptères). Son implantation à Argonay date de 1964.

Le site emploie 580 personnes sur 14 000 m² de bâtiments sur un terrain de 70 000 m² au total. Le site produit 40 000 roulements par an pour un chiffre d'affaires de 80 millions d'euros.

Le site a fait l'objet de plusieurs extensions et ajouts de matériel. Ces modifications ont été régulièrement notifiées en préfecture et actées administrativement.

Au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, l'établissement est soumis à autorisation préfectorale et se trouve en situation régulière. Il est réglementé par l'arrêté préfectoral du 1er avril 2009 qui a été complété par les arrêtés complémentaires du 31 août 2018 et du 28 mai 2021.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Confinement des fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 4.3 et 4.5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification et connaissance des équipements	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.512-47	Sans objet
2	Confinement – Carnet d'entretien des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82	Sans objet
4	Détection de fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 6	Sans objet
5	Contrôle périodique des équipements	Règlement européen du 07/02/2024, article 5	Sans objet
6	Marque de contrôle	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Sans objet
7	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78	Sans objet
8	Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes	Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que l'exploitant assure le suivi de ses équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés.

Il est rappelé à l'exploitant de bien veiller au respect des délais réglementaires en cas de fuite ou de suspicion de fuite d'un équipement.

Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit conserver l'ensemble des fiches d'intervention relatives à tous ses équipements même ceux ferrailés pendant 5 ans.

2-4) Bilan hors points de contrôle

L'exploitant a présenté son projet ELEVATION qui nécessite l'extension des bâtiments 1 et 2. Au niveau ICPE, l'exploitant ajoutera 1 à 2 machines à laver supplémentaires ce qui augmentera le volume de l'installation de nettoyage-dégraissage (rubrique 2563) et la fera passer au seuil de l'enregistrement. Il a été confirmé à l'exploitant que ces modifications doivent faire l'objet d'un porter à connaissance qui doit être adressé au préfet. Cette modification doit également faire l'objet d'un cas par cas qui devra être déposé auprès du préfet de département.

2-5) Fiches de constats

N° 1 : Identification et connaissance des équipements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.512-47
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration conforme
Prescription contrôlée : I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée. II. - Les informations à fournir par le déclarant sont : <ol style="list-style-type: none">1) S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant ;2) L'emplacement sur lequel l'installation doit être réalisée ;3) La nature et le volume des activités que le déclarant se propose d'exercer ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée ;[...]
Constats : L'usine utilise des fluides frigorigènes pour le refroidissement de machines particulières et pour la climatisation d'installations générales. La quantité totale de gaz frigorigène fluorés sur le site s'élève à 559 kg représentant 698,5 tonnes équivalent CO ₂ . L'exploitant tient à jour une liste "Liste_Matériels_CVC_ARGONAY" de tous les équipements présents sur son site (148 répertoriés à ce jour). L'usage d'équipements de production de froid est soumis à la rubrique 1185.2.a) si la quantité de fluides susceptible d'être présente (= capacité des équipements) est supérieure ou égale à 300kg, en prenant en compte les équipements de plus de 2kg. Les fluides concernés sont ceux de l'ancien règlement F-gaz de 2014. La rubrique 1185 prend donc en compte les fluides de type HFC, mais ne prend pas en compte les fluides de type HFO. D'après, l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral de 2009 modifié par arrêté préfectoral de 2021, l'emploi de gaz à effets de serre fluorés est soumis au régime de la déclaration de la rubrique 1185.2.a pour une quantité déclarée de 448 kg de gaz stockés pour les équipements de capacité unitaire supérieure à 2 kg. L'exploitant possède 19 équipements de capacité unitaire supérieure à 2 kg : <ul style="list-style-type: none">• 15 groupes frigorifiques fonctionnant au HFC pour un total de 371 kg de gaz stockés,• un groupe frigorifique fonctionnant au HFO (88 kg),

- un groupe frigorifique contenant 11 kg de mélange de HFC et HFO ,
- une pompe à chaleur contenant 47 kg de HFO,
- un climatiseur armoire d'une capacité de 2,1 kg contenant du HFC.

Le jour du contrôle, la quantité totale de gaz stocké dans les équipements de capacité unitaire supérieure à 2 kg est de 519 kg dont 384 kg pour les équipements contenant du HFC et 135 kg pour les équipements contenant du HFO. Ces installations sont donc classées actuellement pour une capacité de 384 kg au titre de la rubrique 1185-2a.

La rubrique 1185 devrait évoluer pour intégrer le dernier règlement F-Gaz de 2024. L'exploitant y portera une vigilance particulière dans le cadre de sa veille réglementaire.

L'exploitant doit poursuivre l'inventaire de tous les équipements présents sur le site car dans le fichier transmis il reste environ une dizaine d'équipements dont les caractéristiques en termes de charge et de type de gaz restent à déterminer.

Il a également été constaté que dans la liste "Matériels CVC Argonay" plusieurs équipements portent le même numéro d'équipement NTN (2 équipements ont le numéro 122952, 3 équipements ont le numéro 124578 et 2 équipements ont le numéro 129245) ce qui pourrait porter à confusion sur l'identification des équipements. Il serait plus judicieux qu'un numéro corresponde à un seul équipement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit poursuivre l'inventaire de tous les équipements présents sur le site car dans le fichier transmis il reste environ une dizaine d'équipements dont les caractéristiques en termes de charge et de type de gaz restent à déterminer.

Il a également été constaté que dans la liste "Matériels CVC Argonay" plusieurs équipements portent le même numéro d'équipement NTN ce qui pourrait porter à confusion sur l'identification des équipements. Il serait plus judicieux qu'un numéro corresponde à un seul équipement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Confinement – Carnet d'entretien des équipements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82

Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des fuites

Prescription contrôlée :

Article R. 543-82 du code de l'environnement :

L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.

Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO₂ au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et

de l'administration.[...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne possède pas d'équipement contenant du HCFC. Il existe 11 équipements dont la charge en HFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO₂. L'exploitant conserve bien toutes les fiches d'intervention qui sont classées dans un classeur pour celles avant 2023 et qui sont enregistrées sur le réseau informatique depuis 2023. Il a été constaté que plusieurs fiches d'intervention ne sont pas signées par l'exploitant sauf celles rédigées par la société DALKIA.</p> <p>Il a été vérifié, par sondage, que les fiches des équipements suivants sont bien conservées depuis 2021:</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour l'équipement TRANE n° 697295, • pour l'équipement TRANE n° 697295, • pour l'équipement STULZ n° 124578.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que les fiches d'intervention doivent être signées conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Confinement des fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4.3 et 4.5
Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des fuites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Règlement (UE) 2024/573 Article 4 :</u> [...] 3. Les exploitants et les fabricants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés ou les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, prennent toutes les précautions nécessaires pour éviter le rejet accidentel de ces gaz. Ils prennent toutes les mesures techniquement et économiquement réalisables afin de réduire au minimum les fuites des gaz. [...] 5. Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluorés est détectée, les exploitants et les fabricants d'équipements et les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, veillent à ce que l'équipement ou l'installation utilisant des gaz à effet de serre fluorés soient réparés sans retard injustifié. Lorsque les équipements font l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, et lorsqu'une fuite dans un équipement a été réparée, les exploitants de l'équipement veillent à ce que l'équipement soit contrôlé par une personne physique certifiée conformément à l'article 10 au plus tôt après l'avoir fait fonctionner pendant 24 heures et au plus tard un mois après la réparation afin de vérifier l'efficacité de celle-ci.</p>

Arrêté du 29/02/016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés - Article 3

V. Toute présomption de fuite de fluide frigorigène donne lieu à une recherche de fuite par méthode de mesures directes :

- dans un délai de douze heures si la charge de l'équipement est supérieure ou égale à 500 tonnes équivalent CO₂ ;
- dans un délai de vingt-quatre heures dans les autres cas.

Arrêté du 29/02/016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés - Article 7

[...] Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.

La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.

Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.

Article R. 543-89 du code de l'environnement : Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-90, toute opération de recharge en fluide frigorigène d'équipements présentant des défauts d'étanchéité identifiés est interdite.

Constats :

Une fuite de gaz frigorigène a été déclarée à l'inspection des installations classées le 23 janvier 2026.

Cet incident a eu lieu le 18 décembre 2025 sur le groupe froid TRANE (n°697295, référence fabricant RTWD 120H). La fuite est de 52 kg de gaz soit 74,4 tonnes équivalent CO₂.

L'étude des fiches d'intervention ont permis de déterminer les éléments suivants:

- Date détection fuite : 18/12/2025;
- comment s'en est-il aperçu : c'est l'opérateur lors d'une opération de maintenance sur l'équipement (changement d'huile);
- aurait-il pu soupçonner une fuite plus tôt ? non car il y a un double circuit dans la machine;
- recherche de fuite par méthode de mesures directes : NON car réparation le jour-même
- mise à l'arrêt + vidange : NON (maximum 4 jours ouvrés après détection);
- date réparation : le jour même le 18/12/2025 (maximum 4 jours ouvrés après détection);
- date recharge gaz et quantité : 54 kg le 18/12/2025;
- date contrôle étanchéité : 15 janvier 2026 (délai minimal après 24 heures de fonctionnement et au plus tard un mois après la réparation est respecté).

L'exploitant a effectué la déclaration de cet accident sur le site de télédéclaration des accidents le 6 février 2026. L'exploitant a transmis le 16/03/2026 l'arbre des causes et a identifié plusieurs actions à mettre en œuvre (changement préventif des électrovannes, modification des procédures interne et procédure externe avec l'opérateur). L'exploitant a indiqué qu'il ne parvenait pas à compléter sa déclaration sur le site de télédéclaration car il n'y a pas de fonction "mot de passe oublié".

La liste transmise par l'exploitant indique que le second équipement TRANE (n°697294, réf. Fabricant RTWD 120H) a eu une réparation de fuite de 48,5 kg en janvier 2025 qui n'a pas été déclarée à l'inspection des installations classées.

L'étude des fiches d'intervention ont permis de déterminer les éléments suivants:

- Date détection fuite : 27/11/2024 fuite de l'électrovanne constatée, réparation à faire ;
- comment s'en est-il aperçu : c'est l'opérateur lors du contrôle périodique d'étanchéité ;
- date réparation : 14/01/2025 (plus d'un mois et demi après alors que le délai réglementaire est de 4 jours ouvrés) ;
- date recharge gaz et quantité : 48 kg le 14/01/2025 ;
- date contrôle étanchéité : 01/07/2025 lors du contrôle périodique alors qu'il y aurait dû avoir au maximum 1 mois après la réparation.

L'exploitant avait pourtant fait un rappel sur les délais réglementaires d'intervention à l'opérateur en octobre 2024.

Par sondage, il a également été étudié les fiches d'intervention de l'équipement CIAT (n° 697269 réf. fab : Aquaciat 2 LD1100V) Groupe d'eau glacée N°1 pour lequel une recharge de gaz a été effectuée en 2023 :

- vendredi 03/02/2023 : lors du contrôle périodique détection d'une fuite,
- jeudi 09/02/2023 à 15h49 : réparation et recharge en fluide (délai des 4 jours ouvrés respecté),
- jeudi 09/02/2023 à 17h17 : vérification de l'étanchéité (faite le jour-même, conforme car c'est la modification du règlement européen du 07/02/2024 qui a introduit le délai minimal d'un jour après la réparation).

Les fiches d'intervention des deux équipements ferrailés en juillet 2024 MTA1 et MTA2 ont été étudiées :

Pour le MTA1, les fiches d'intervention donnent les informations suivantes:

- 19/03/2024 : l'exploitant s'aperçoit d'une fuite
- 19/03/2024 : intervention de l'opérateur: purge et vidange de l'appareil : 1,5 kg de gaz récupéré sur un équipement contenant 16,4 kg de gaz.

Pour le MTA2, la dernière fiche d'intervention donne les informations suivantes:

- 22/12/2023 : il s'agit d'un contrôle d'étanchéité conforme
- aucune fiche d'intervention concernant la purge/vidange avant ferrailage n'a pu être présentée.

Lors de la visite du site, il a été constaté que l'équipement n°122952 a été mis à l'arrêt. Il s'agit d'un groupe froid contenant 6,4 kg de HFC. La dernière fiche d'intervention de cet équipement date du 03/07/2025, elle indique que l'opérateur a procédé au démantèlement de l'équipement et a retiré 6,4 kg de fluide.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est rappelé à l'exploitant de bien veiller au respect des délais réglementaires suivants :

- Recherche de fuite sous 24 h en cas de suspicion de fuite,
- Réparation ou mise à l'arrêt avec vidange de l'appareil sous 4 jours ouvrés maximum après la détection d'une fuite,
- Contrôle d'étanchéité de l'appareil réparé au minimum 1 jour après la réparation et sous 1 mois au plus tard.

<p>Il est demandé à l'exploitant de disposer de la dernière fiche d'intervention de l'équipement MTA2 ferrailé en juillet 2024.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit conserver l'ensemble des fiches d'intervention relatives à l'équipement ferrailé pendant 5 ans.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Détection de fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 6
Thème(s) : Produits chimiques, Présence d'un système de détection de fuite
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Règlement (UE) 2024/573 - Article 6 - Systèmes de détection des fuites :</u></p> <p>1. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO₂ ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.[...]</p> <p>3. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à e), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement. (...)</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas l'obligation d'avoir de système de détection des fuites sur ces équipements car il ne possède pas d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO₂ ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II.</p> <p>En effet, la capacité maximale des équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I (R134A) est de 154,44 kg tonnes équivalent CO₂ et les deux équipements qui contiennent du HFO (R1234ze), qui est un gaz inscrit à la section 1 de l'annexe II, ont une capacité de 88 kg et de 47 kg.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il existe un détecteur de fuite pour les deux groupe froids TRANE mais que ceux-ci ne sont pas contrôlés, donc ils ne sont pas considérés comme existants par l'exploitant qui applique la fréquence de contrôle sans détecteur.</p> <p>Toutefois, les fiches d'interventions ne correspondent pas, car l'opérateur indique la présence d'un détecteur et la fréquence de contrôle avec détecteur alors que le contrôle périodique est bien effectué à la fréquence sans détecteur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôle périodique des équipements

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 5
Thème(s) : Produits chimiques, Fréquence des contrôles périodiques
Prescription contrôlée : <u>Règlement (UE) 2024/573, Article 5 :</u> 1. Les exploitants et les fabricants d'équipements qui contiennent 5 tonnes équivalent CO ₂ ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 1 kilogramme ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II, qui ne sont pas contenus dans des mousses, veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité. Les équipements hermétiquement scellés ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité à condition qu'ils soient étiquetés comme équipements hermétiquement scellés et qu'ils remplissent l'une des conditions suivantes : a) ils contiennent moins de 10 tonnes équivalent CO ₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I; ou b) ils contiennent moins de 2 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II. (...) 2. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements fixes ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II: a) équipements de réfrigération ; b) équipements de climatisation ; c) pompes à chaleur ; d) équipements de protection contre l'incendie ; e) cycles organiques de Rankine ; f) appareils de commutation électrique. 3. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements mobiles ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II: a) unités de réfrigération des camions frigorifiques et remorques frigorifiques ; [...] 6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante : a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO ₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt-quatre mois; b) pour les équipements contenant 50 tonnes équivalent CO ₂ ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO ₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, mais moins de 100 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les douze mois; c) pour les équipements contenant 500 tonnes équivalent CO ₂ ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 100 kilogrammes ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II : au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les six mois.
Constats : La liste des équipements transmise fait apparaître la fréquence de contrôles réglementaires. Tous

les appareils ont été contrôlés en janvier 2026.

Il existe 4 équipements qui contiennent plus de 50 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I, la périodicité de contrôle est de 6 mois. Il a été vérifié la présence des fiches d'intervention qui respectent la périodicité de contrôle pour ces équipements.

Toutefois, pour les deux groupes froid TRANE (n° 697294 et n° 697295) situés dans le bâtiment 2, l'opérateur indique sur les fiches d'intervention la présence de détecteur et la fréquence avec détecteur (12 mois) alors que les contrôles d'étanchéité sont effectués tous les 6 mois. (cf. constat précédent).

Deux équipements contiennent plus 10 kilogrammes ou plus, mais moins de 100 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II, contenant du R1234ze qui est un HFO :

- Groupe froid TRANE RTAF130 (n°697325) qui contient 88 kg de gaz R1234ze inscrit à la section 1 de l'annexe II pour une charge totale de 0,62 tonnes équivalent CO₂,
- Pompe à chaleur TRANE (n°698082), qui contient 47 kg de gaz R1234ze inscrit à la section 1 de l'annexe II pour une charge totale de 0,62 tonnes équivalent CO₂.

La fréquence de contrôle semestrielle indiquée dans le tableau est conforme.

Par sondage, il a été vérifié les fiches d'intervention du Groupe froid TRANE RTAF130 (n°697325) qui date du 02/12/2024, 23/07/2025, 10/12/2025 et du 12/03/2026. Il a été constaté que la fréquence de contrôle semestrielle est quasiment respectée.

La mise en service de cet équipement date du 07/08/2024.

Un équipement DANFOSS sur machine HOSEL1 contient 11 kg de R452A soit 23,54 tonnes équivalent CO₂.

La périodicité indiquée dans le tableau de 12 mois est conforme.

Il existe 6 équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO₂ mais plus de 5 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I, la périodicité indiquée dans le tableau de 12 mois est conforme.

Il existe 6 équipements contenant moins de 5 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I. Il n'y a pas de périodicité de contrôle réglementaire indiquée, ce qui est conforme. L'exploitant fait, toutefois, contrôler tous ses équipements au minimum une fois par an.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Marque de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6

Thème(s) : Produits chimiques, Marque de contrôle à apposer

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 29 février 2016 - Article 6 :

Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.

La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à

l'annexe du présent arrêté.

Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.

La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.

Arrêté ministériel du 29 février 2016 - Article 7 :

Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.

La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.

Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.

La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.

Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.

Constats :

Lors de la visite du site, il a été contrôlé, par sondage, les vignettes de certains équipements.

Vignettes des équipements dont la périodicité de contrôle est de 6 mois (dernier contrôle effectué en janvier 2026):

- Groupe froid TRANE n°697294 (fuite janvier 25) : présence d'une seule vignette bleue avec la date de juin 2026 indiquée.
- Groupe froid TRANE n°697295 (fuite en décembre 25) : présence d'une seule vignette bleue avec la date de juin 2026 indiquée.
- groupe d'eau glacée n°1 CIAT n°697269 Aquaciat 2 LD1100V : présence d'une seule vignette bleue avec la date de juin 2026 indiquée.

Vignettes des équipements dont la périodicité de contrôle est de 6 mois (dernier contrôle effectué en mars 2026) contrôlés par DALKIA:

- nouveau Groupe Froid ReFroidissement TTH + Process, TRANE RTAF130, n°697325 : présence de l'ancienne vignette datée de septembre 2025 et présence d'une vignette datée de juin 2026.

Il a été constaté la présence de deux vignettes mais comme l'arrêté ministériel ne s'applique pas aux équipements contenant du HFO, il ne s'agit pas d'une non-conformité.

<p>Vignettes des équipements dont la périodicité de contrôle est de 12 mois (dernier contrôle de janvier 2026) :</p> <ul style="list-style-type: none"> Tacchella Proflex Inter, Stulz, 124578, WRAB442207ZT037024 : présence d'une seule vignette bleue avec la date de janvier 2027 indiquée. <p>Présence de vignette sur les équipements n'ayant pas de périodicité de contrôle (dernier contrôle effectué en janvier 2026) :</p> <ul style="list-style-type: none"> climatiseur armoire, JUNKER QUICKPOINT, n°129245, BKW : vignette bleue datée de janvier 2027. Groupe Froid HURON de 1kg de R404a : vignette bleue datée de janvier 2026. Comme l'arrêté ministériel ne s'applique pas à cet équipement, ce n'est pas une non-conformité.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Attestations des opérateurs

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article R. 543-78 du code de l'environnement :</u></p> <p>Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en français.</p> <p>L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne.</p> <p>Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.</p> <p>Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne.</p> <p><u>Article R. 543-79 du code de l'environnement :</u></p> <p>Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO₂ au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat</p>

équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en langue française.
Constats : L'opérateur principal qui intervient sur les équipements, notamment ceux contenant plus de 5 tonnes équivalent CO ₂ est la société LANSARD Energie située à Argonay. L'exploitant a présenté en séance l'attestation de capacité n°366906 catégorie 1 date de validité du 26/07/2024 au 25/07/2029 pour cet opérateur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3
Thème(s) : Produits chimiques, Interdiction de certains fluides frigorigènes en réfrigération
Prescription contrôlée : <u>Règlement 2024/573, Article 13 - Restrictions d'utilisation ;</u> [....] 3. L'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO ₂ ou plus est interdite. À partir du 1er janvier 2025, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien de tout équipement de réfrigération est interdite. Les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à – 50 °C. Jusqu'au 1er janvier 2030, les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes : <ul style="list-style-type: none"> a) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition que les conteneurs contenant ces gaz soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 7; b) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne sont utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien. <u>Règlement (UE) 2024/590 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, Article 4 :</u> <u>Interdictions relatives aux substances appauvrissant la couche d'ozone :</u> 1. La production, la mise sur le marché, toute fourniture ultérieure à un tiers ou mise à disposition d'un tiers au sein de l'Union, à titre onéreux ou gratuit, et l'utilisation des substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I sont interdites.

Constats :

D'après la liste des équipements transmise par l'exploitant aucun équipement de plus de 2 kg ne contient de gaz fluorés ayant un potentiel de réchauffement planétaire (PRP) supérieur à 2 500 et aucun équipement ne contient des HCFC.

L'inventaire des équipements comprenant des fluides frigorigènes présents sur le site montre l'existence d'un équipement de 1 kg contenant du R404a ayant un PRP de 3 900.

Cet équipement est un groupe froid associé à la machine HURON, il est contrôlé tous les ans.

La dernière fiche d'intervention date du 20/01/2026 et indique qu'aucune fuite n'a été détectée. Le tableau de suivi démontre que cet équipement n'a jamais fait l'objet de maintenance ou de recharge.

Type de suites proposées : Sans suite